

Présentation des vœux au chef de l'Etat

Plus de matérialisation pour le bien-être des Gabonais

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

**HIER** après-midi, le gouvernement, les Corps constitués, les organisations syndicales, les maires et le représentant des confessions religieuses ont présenté leurs vœux au couple présidentiel. Dans l'ensemble les interventions ont tourné autour d'un certain nombre de points : le renouvellement, la concrétisation de certains projets, l'application dans son intégralité des résolutions du Dialogue d'Angondjé, le respect du délai pour les élections législatives prévues pour cette année, la lutte contre le trafic d'influence, la situation de la presse, l'apurement de la dette intérieure, etc. Premier de cordée, le chef du gouvernement, Emmanuel Isoze Ngondet, comme tous ceux qui se sont exprimés après lui, a dressé un bref bilan de l'année écoulée. En



Le Premier ministre Isoze Ngondet : "du Gabon de 2018, je vois un pays un peu plus apaisé socialement".

somme, le dialogue politique inclusif et sans tabou initié par le chef de l'Etat a été salué par toutes les forces vives de la Nation. Non sans souligner que la conjoncture "défavorable" a été "source de profondes grèves", le chef de l'administration gabonaise a relevé tout de même que l'année 2017 "ne s'est pas résumée qu'à ce tableau bien peu à notre avan-

tage". Le locataire du 2-Décembre a retenu quelques points positifs entre autres, les négociations en cours sur le plan social, l'adoption du Plan de relance de l'économie (PRE) et le soutien de la part des instances financières internationales, des efforts pour l'apurement de la dette intérieure, etc. En clair, il a noté que l'année



Le premier président de la Cour des comptes a mis en garde ceux qui font dans le trafic d'influence.

qui vient de s'achever a vu se réaliser, "bien de projets à fort impact économique et social". Soucieux de booster l'action gouvernementale, Emmanuel Isoze Ngondet a formulé le vœu que l'année 2018 soit "une année de renouvellement et de concrétisation". Ce d'autant que, a-t-il poursuivi, "du Gabon de 2018, je vois un pays un peu plus apaisé socialement que celui de 2017".

Pour sa part, le Parlement s'est félicité de l'adoption du projet de révision constitutionnelle. Aussi, toujours disposé à accompagner l'Exécutif dans ses missions, il a dit souhaiter être plus compétent pour que, "le bicaméralisme fonctionne". Aussi, a-t-il souhaité plus de concrétisation

dans l'action du chef de l'Etat. La solidarité que vous prônez tant, a indiqué la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson, "doit se matérialiser par des actes concrets". Se montrant préoccupée par le respect du délai de la tenue des Législatives, la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, s'est réjouie de la "fermeté" avec laquelle le président de la République a "conclu" le débat sur cette question, lors de son discours à la Nation du 31 décembre dernier. En outre, elle a attiré l'attention des uns et des autres sur la mise en œuvre des résolutions du Dialogue d'Angondjé. "Elles ne devraient pas se faire à la hâte ou dans la

précipitation, vu son caractère sensible" a-t-elle indiqué. Tout en souhaitant que cette mise en œuvre ne se fasse pas avec lourdeur et blocages.

Le Premier président de la Cour des comptes, Gilbert Ngoulakia, n'a pas fait dans la langue de bois. Il a clairement dénoncé les agissements de certaines hautes autorités. Il a, entre autres, regretté le trafic d'influence de la part des personnalités politiques usant ainsi, "le nom du président de la République". Fort de cela, il a indiqué que désormais, "toutes les décisions seront effectivement mises en application conformément aux dispositions légales sur le contrôle des finances publiques". A ce titre, il a invité Ali Bongo Ondimba à rappeler "ces derniers" à l'ordre. "Le disque de ceux qui disent venir au nom du président de la République auprès des magistrats est totalement rayé", a martelé Gilbert Ngoulakia.

Les questions relatives à la situation de la presse, la nouvelle vision du Conseil économique, social et environnemental (CESE), le rôle du conseil national de la démocratie (CND), la question de l'apurement de la dette intérieure, la situation des travailleurs gabonais ont été évoquées par les différents responsables de ces Corps constitués.

... Réaction et vœux du chef de l'Etat

Mettre en œuvre la nouvelle action publique

J.K.M  
Libreville/Gabon

**LE** rituel républicain de présentation des vœux au couple présidentiel s'est poursuivi, hier dans l'après-midi, dans la salle des banquets du palais du Bord de mer. Répondant au Premier ministre, aux présidents des Institutions constitutionnelles, des Corps constitués, au maire de Libreville, aux représentants des confessions religieuses, etc., le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, dans la droite ligne de son traditionnel discours des vœux à la Nation du 31 décembre dernier, a exhorté les uns et les autres à la "mise en œuvre d'une nouvelle action publique qui doit être mue par le triple sens des priorités, du concret et de l'efficacité".

Cet objectif, sous-tendu sur le fond par la volonté de réformer, moderniser l'Etat et de relancer l'économie, vise, en réalité, a indiqué le numéro un gabonais, "un véritable objectif: la cohésion de notre Nation. Une cohésion globale qui est à la fois politique, socio-économique, territoriale et environnementale".

A l'endroit des membres du gouvernement, le chef de l'Etat s'est montré ferme. En ce sens que, a-t-il indiqué, "Les Gabonais veulent des résultats. A juste titre. C'est pourquoi, je serai sans concession sur ce point car, la cohésion de notre Nation en dépend", a-t-il laissé entendre. Tout en relevant la nécessité, pour chaque Institution, de jouer pleinement son rôle pour changer le pays "car le bonheur des Gabonais et le développement du Gabon ne peuvent attendre". Dans ce sens, s'adressant à la présidente de la Cour



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, répondant aux forces vives de la Nation.

constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, il a clairement laissé entendre que les délais devraient être tenus pour que les prochaines élections législatives se tiennent, comme prescrites par la Haute juridiction.

"Je voudrais vous assurer de ma détermination à faire de cette échéance électorale un gage de la vitalité de notre démocratie, un moment de cohésion politique retrouvée pour notre Nation", a mentionné Ali Bongo Ondimba. De même, il s'est réjoui "de l'engagement pris par les membres du corps judiciaire d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre Justice". Tout en signifiant au président du Conseil national de la Communication que "les mutations en cours dans son institution ne visent que la quête d'une meilleure régulation et d'une plus grande efficacité. Et qu'elles ne se feront qu'en concertation avec les professionnels du secteur". A l'endroit du président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), le président de la République s'est voulu pédagogue en indiquant que l'élargissement

des prérogatives de l'institution dont il a la charge répond à sa volonté de relever le défi d'avoir dans notre pays, "une croissance véritable, équitable et durable". Tout en rassurant le président du Conseil national de la Démocratie (CND) de sa détermination à concrétiser toutes les résolutions du Dialogue politique d'Angondjé.

Dans la foulée, le chef de l'Etat a noté avec satisfaction les efforts réalisés dans certaines mairies, notamment à l'Hôtel de ville de Libreville. Avant d'interpeller les représentants des confessions religieuses sur la nécessité d'être un rempart contre "la crise de valeurs" affectant plusieurs pans de notre société.

Aux représentants du patronat et des travailleurs, tout en reconnaissant que la "crise est bien là" Ali Bongo Ondimba a indiqué respectivement que l'apurement des arriérés de la dette intérieure déjà engagé va se poursuivre toute cette année et que la "lutte contre l'impunité et la corruption sont des impératifs catégoriques pour notre pays".

INFORMATION CLIENTELE

LA BICIG

INFORME SA CLIENTELE

DES HORAIRES EXCEPTIONNELS DES AGENCES DE LIBREVILLE, FRANCEVILLE, MOANDA et MOUILA VENDREDI ET SAMEDI 12 et 13 JANVIER 2018

POUR CAUSE DE REMISE DE MEDAILLES DU TRAVAIL

LIBREVILLE

LE VENDREDI 12 JANVIER de 7h45 à 13h FERMETURE LE SAMEDI 13 JANVIER 2018

FRANCEVILLE, MOANDA et MOUILA FERMETURE LE VENDREDI 12 JANVIER 2018

TOUS SES GUICHETS SERONT ROUVERTS SANS EXCEPTION A COMPTER DU 15 JANVIER 2018

LA BICIG REMERCIE SA CLIENTELE DE SA BONNE COMPREHENSION



Avançons ensemble